



Sharing your future

SSF

SCUTUM SECURITY FIRST

Focus Info

TAÏWAN

Point de situation

L'élection de Lai Ching-te, rupture ou continuité ?

Enjeux et résultat d'une campagne présidentielle sous tension

L'élection présidentielle taïwanaise, qui s'est tenue le 13 janvier 2024, a consacré la **reconduction du Parti démocrate progressiste (DPP)** au pouvoir, avec la **victoire de Lai Ching-te** face à son principal opposant **Hou You-ih (Kuomintang, KMT)**. Si la campagne présidentielle a vu l'émergence de nouvelles thématiques, à l'instar du coût de la vie et des droits LGBT, le débat a, comme souvent, été **polarisé par la question chinoise**, sur fond de **recrudescence des tensions avec Pékin**.



Sur la question chinoise, la position des différents partis politiques aux prises lors de cette élection a cependant eu tendance à converger ces dernières années. Aussi, une vision manichéenne opposant un camp pro-indépendance à un camp pro-Chine ne constitue plus une grille de lecture pertinente. Le **KMT**, principal parti d'opposition et traditionnellement plus proche de Pékin, est partisan d'un **statu quo**, tout comme le sont le **DPP**, le **Parti populaire taïwanais (TPP)** ainsi que plus de 87% des Taïwanais, selon un récent sondage. L'éventualité d'une réunification avec la République populaire de Chine (RPC) est de fait largement impopulaire au sein d'une société taïwanaise **de plus en plus défiante à l'égard de Pékin**, notamment aux vues de la **multiplication des pressions et des manoeuvres militaires chinoises**. En parallèle, la **reprise en main observée à Hong Kong** depuis 2019 présage d'un scénario similaire en cas d'unification, qui signerait la fin du modèle démocratique et libéral taïwanais. La pression chinoise rend par ailleurs tout pas vers l'indépendance des plus risqués. A cet égard, **l'armée chinoise s'était engagée** quelques jours avant le scrutin à **"écraser" tout effort en faveur de l'indépendance**.

Un nouveau président dans la droite lignée de sa prédécesseure

Dans ce contexte tendu à l'équilibre fragile, l'élection de Lai Ching-te pour les quatre prochaines années a **sans surprise contrarié Pékin**, qui redoute ses **positions réputées plus radicales** que sa prédécesseure Tsai Ing-wen (DPP), dont il était le vice-président de 2020 à 2024. En 2017, le chef d'Etat nouvellement élu s'était lui même défini comme un **"artisan pragmatique de l'indépendance"**. Pourtant, son mandat devrait s'inscrire dans une **certaine continuité** et poursuivre la politique du statu quo que Tsai Ing-wen s'était efforcée de mener. La **perte de la majorité absolue du DPP lors des élections législatives** qui se sont déroulées le même jour que le scrutin présidentiel le contraindra en tout état de cause à adopter une politique d'équilibre relativement consensuelle, ce que Pékin n'a pas manqué de souligner en défendant l'idée que Tsai Ing-wen, et a fortiori le "camp pro indépendance", n'est pas aussi populaire qu'on pourrait le croire.

Ainsi, Lai Ching-te a déclaré qu'il se montrerait **ferme face à la République populaire** dont il **refuse la "fausse paix"**, tout en évitant de déclarer **formellement l'indépendance**. Lai Ching-te devrait plutôt s'atteler à **approfondir l'intégration de Taïwan dans l'économie mondiale** à travers les **technologies de pointe**, domaine dans lequel le petit Etat insulaire s'est rendu incontournable, notamment dans l'industrie des semi-conducteurs.



Lai Ching-te aux côtés de la présidente sortante Tsai Ing-wen.

Cette position stratégique dans un secteur clé rendrait tout conflit ouvert entre la Chine et Taïwan potentiellement dévastateur pour l'économie mondiale, et Taipei utilise cet argument comme un **levier de négociation diplomatique**.

Condamnation chinoise, félicitations occidentales

L'élection de Lai Ching-te a été accueillie de manière contrastée par la communauté internationale. La République populaire de Chine a immédiatement critiqué le résultat du scrutin en réitérant qu'elle **s'opposera "fermement aux activités séparatistes visant à l'indépendance de Taïwan ainsi qu'à l'ingérence étrangère"**, réaction à laquelle Taipei a sèchement répondu en invitant Pékin à "faire face à la réalité" de l'élection.

Quelques jours après le scrutin, les autorités de **Nauru** ont en outre annoncé la **rupture des relations diplomatiques avec Taïwan**, ajoutant qu'elles ne reconnaîtraient plus le territoire insulaire « comme un pays distinct », mais « plutôt comme une partie inaliénable du territoire chinois ». Nauru faisait partie des rares Etats à reconnaître Taïwan au détriment de la Chine. A ce jour, **seuls 12 pays reconnaissent Taïwan comme un Etat souverain**, témoignant de la **tendance de long terme de réduction du groupe de pays reconnaissant Taïwan**. En parallèle, Pékin a repris ses manoeuvres militaires au sein de la zone d'identification de la défense aérienne taïwanaise (ADIZ) le 17 janvier et a par ailleurs convoqué l'ambassadeur des Philippines en Chine pour **condamner les félicitations du président philippin Ferdinand Marcos adressées à Lai Ching-te**.

De son côté, le camp occidental a accueilli **favorablement** le résultat de l'élection présidentielle taïwanaise. Les Etats-Unis, par le biais de son chef de la diplomatie **Antony Blinken**, a félicité **Lai Ching-te**, le président **Joe Biden** précisant toutefois que son pays ne **“soutenait pas l'indépendance”**. La réaction de l'Union européenne en général, et de la France en particulier, a été plus mesurée. Paris a adressé ses “félicitations” aux électeurs et aux candidats “ayant participé à cet **exercice démocratique**”, sans nommer directement **Lai Ching-te**.

Une recrudescence des tensions géopolitiques en toile de fond

Le modus vivendi sino-américain sur la question taïwanaise fragilisé par la concurrence entre les deux puissances

La position de Pékin est qu'il n'existe qu'une seule Chine dont Taïwan fait partie. Son **objectif** est **l'unification avec Taïwan** - un résultat qu'il considère comme « **inévitable** » et essentiel pour le « rajeunissement national » et la légitimité du Parti communiste chinois - et il **envisage la possibilité d'utiliser la force militaire pour atteindre cet objectif**.

Dans le cadre de leur politique d’**“une seule Chine”**, les États-Unis reconnaissent la République populaire de Chine comme le seul gouvernement légitime de la Chine, et admettent le point de vue de Pékin selon lequel Taïwan fait partie de la Chine. Mais Washington adhère à la position selon laquelle le **statut de Taïwan reste non résolu et doit être réglé pacifiquement, et non unilatéralement**.

Ces deux positions ont permis aux États-Unis et à la Chine de parvenir au modus vivendi en vertu duquel ils ont normalisé leurs relations en 1979 et qui a contribué à gérer les tensions depuis lors. Mais ces accords et arrangements ont commencé à s'effriter en raison de la **concurrence idéologique entre les deux puissances**, et le **sentiment de chaque partie que l'autre modifie le statu quo dans le détroit de Taiwan de manière menaçante**.

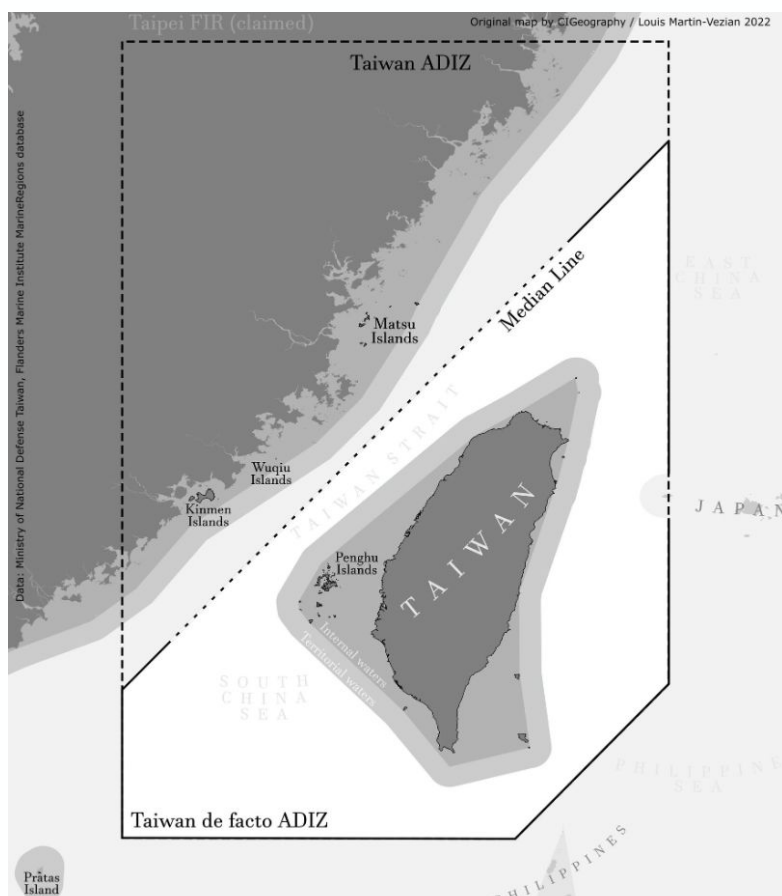
Du point de vue de Washington, les principales préoccupations sont un **équilibre des forces militaires qui a évolué en faveur de la Chine** et l'efficacité de Pékin à isoler diplomatiquement et économiquement Taïwan. La **modernisation militaire de l'Armée populaire de libération (APL)** a également accru les **inquiétudes des États-Unis** quant à la menace que la Chine fait peser sur Taïwan, suscitant des interrogations quant à l'**éventualité d'une invasion militaire chinoise de Taïwan** à court terme et des inquiétudes quant à leur propre capacité à repousser une invasion s'ils devaient intervenir.

Renforcement des relations entre Washington et Taipei

En réponse à ces inquiétudes, l'**administration Biden** a approfondi les liens entre Washington et Taipei, en **reposant la question taïwanaise comme un enjeu international** ayant des implications en matière de sécurité régionale, et a commencé à jouer un **rôle plus proactif dans la préparation de la défense de Taïwan** afin de dissuader un comportement plus agressif de la part de Pékin. En témoigne la loi d'autorisation américaine de la défense nationale de 2023, qui a octroyé un paquet exceptionnel de 10 milliards pour la "résilience de Taïwan", autrement dit pour la défense de l'île.

En réponse au **rapprochement entre Washington et Taipei**, ainsi qu'à tout développement à Taïwan considéré par Pékin comme défavorable à l'unification, la **Chine conduit régulièrement des exercices militaires autour de l'archipel**, mais l'intensité de ces manoeuvres s'est particulièrement accentuée depuis **2022**, avec un pic notable en août pour dénoncer la visite de la présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, **Nancy Pelosi**.

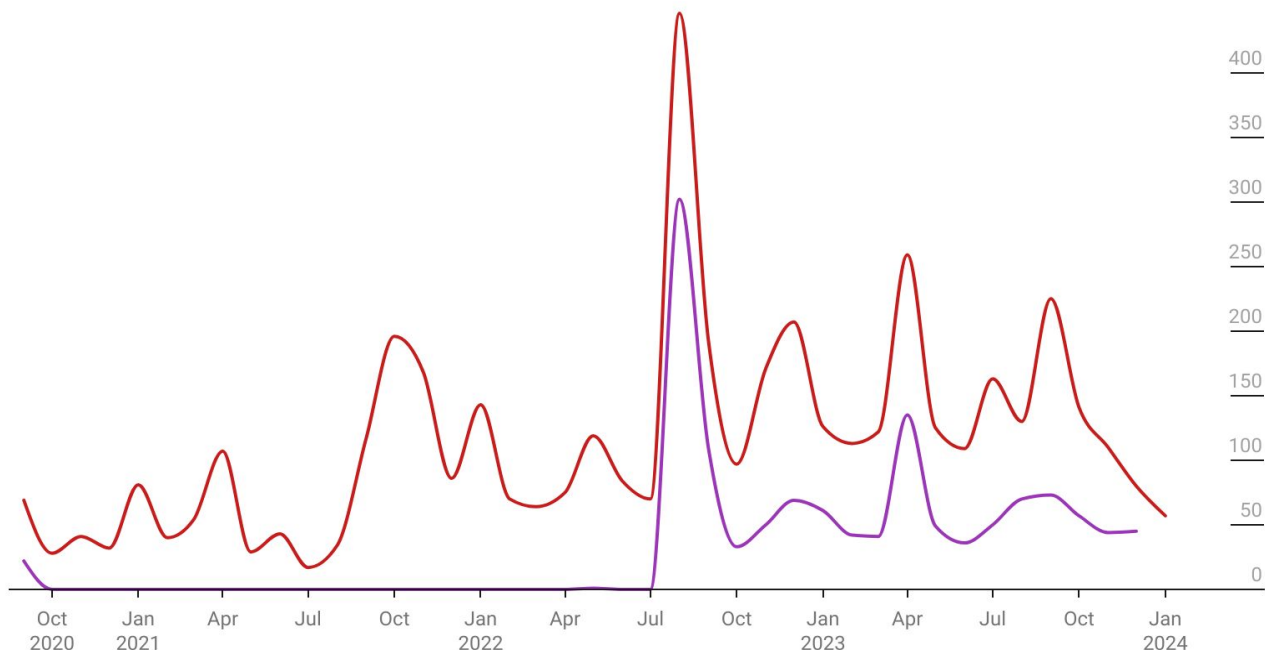
Source : CSIS



Incursions de la Chine dans l'espace aérien et maritime taïwanais

Taiwan a une ADIZ qui couvre la majeure partie du détroit de Taiwan, une partie de la mer de Chine orientale et l'espace aérien adjacent. La plupart des ADIZ de Taiwan sont construites sur sa zone économique exclusive.

— Violations de l'ADIZ de Taïwan — Franchissements de la ligne médiane du détroit de Taïwan



Une zone d'identification de défense aérienne ou air defense identification zone (ADIZ) est un espace aérien au-dessus de la terre ou de l'eau dans lequel l'identification, la localisation et le contrôle des aéronefs civils sont effectués dans l'intérêt de la sécurité nationale

Chart: SSF - Scutum Security First • Source: Ministère de la Défense nationale de la République de Chine (Taïwan) • Created with Datawrapper

L'invasion chinoise de Taïwan : un scénario crédible ?

La fréquence des incidents dans le détroit de Taïwan et les déclarations publiques de la RPC suggèrent un renforcement du risque de confrontation militaire dans le détroit de Taïwan.

Toutefois, **Pékin continue de privilégier une solution politique pacifique** à la question taïwanaise, notamment au regard de **l'importance des relations économiques inter-détroit** qui se sont largement renforcées ces dernières années, malgré l'essor des tensions. **Aussi, une invasion à grande échelle de Taïwan par la Chine continentale reste peu probable à court terme.**

Dans le même temps, les dirigeants de la Chine continentale sont de plus en plus frustrés par l'absence de progrès dans sa politique d'incitation de l'establishment politique taïwanais à s'orienter vers une unification politique.

La nouvelle victoire à l'élection présidentielle de 2024 du DPP, traditionnellement moins conciliant avec la Chine, pourrait accroître ce sentiment, **Pékin ayant affirmé en janvier 2024 que tout pas vers l'indépendance de Taïwan serait « sévèrement puni »** et que le résultat de cette élection ne changerait rien à **« l'inévitable tendance vers la réunification de la Chine »**.

La réaction militaire de la RPC aux résultats des élections taiwanaises a jusqu'à présent été mesurée par rapport à la pression qu'elle exerce sur l'île depuis plusieurs années. La RPC n'a pas élargi son dispositif militaire immédiatement après l'élection. Les violations de l'ADIZ par l'APL sont restées dans des niveaux relativement habituels jusqu'à des pics de faible ampleur les 17, 18 et 26 janvier, lors desquels des dizaines d'appareils et avions de l'APL ont franchi la ligne médiane du détroit de Taïwan. A noter que **ces manoeuvres sont en droite ligne avec les réactions de la RPC à la dernière élection présidentielle taiwanaise de 2020**, déjà vécue comme un revers par Pékin, et ne constitue donc pas de rupture notable dans les tensions inter-détroit.

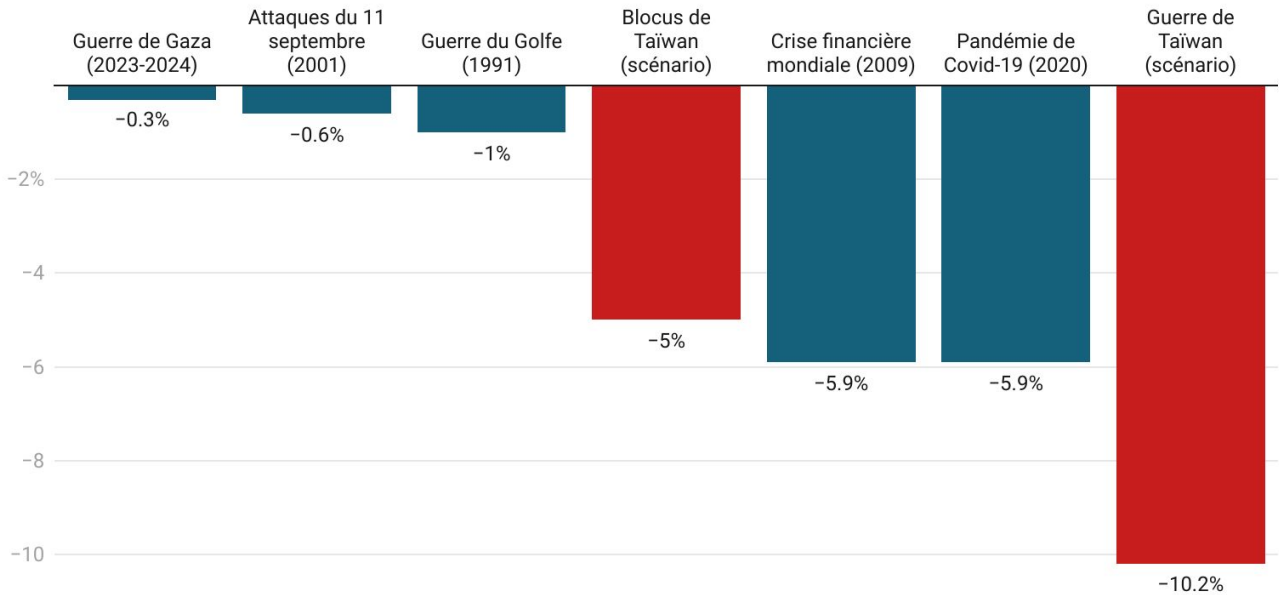
A moyen et long terme, Pékin pourrait décider de mener une action militaire limitée dans le détroit de Taïwan ou contre les îles contrôlées par Taïwan, sous la forme d'un **blocus** notamment. La multiplication des manœuvres militaires de l'armée chinoise simulant un encerclement total de l'archipel au cours de l'année 2023 semble renforcer cette hypothèse. Pour autant, malgré la **confiance affichée par Pékin sur la réussite d'une aventure militaire à Taïwan**, certaines études américaines, dont celle du *Center for Strategic and International Studies* (CSIS) de janvier 2023, conclut qu'**une invasion chinoise de Taïwan se solderait par un échec de Pékin dans la plupart des scénarios modélisés.**

Il est en outre difficile de savoir si la Chine continentale s'est fixée une échéance ferme pour réaliser l'unification d'ici 2049 - année du centenaire de la RPC - ou si elle est prête à attendre jusqu'à ce qu'une opportunité intéressante se présente. **À l'heure actuelle, il est peu probable que la Chine ait fixé un délai ferme pour unifier Taïwan à court et moyen terme.**



Impact sur le PIB mondial par rapport aux tendances pré-crise (en %)

Dans les deux cas de figure (blocus et guerre), la Chine s'exposerait elle-même à de lourdes conséquences économiques (-17% du PIB dans le scénario d'une guerre).



Afin de modéliser l'impact d'une guerre chinoise contre Taïwan sur le PIB mondial, le service économique de Bloomberg considère que celle-ci aboutirait à : l'arrêt des exportations et importations de l'île ; la mise en pause quasi-totale des relations commerciales sino-américaines ; l'imposition de tarifs douaniers de 50 % par les États-Unis et leurs alliés sur les biens chinois ; une hausse de 40 points du Volatility Index (VIX), qui produit une mesure de la volatilité du marché boursier américain ; une chute de 80 % du commerce en direction et en provenance du Japon, de la Corée du Sud et des pays de l'ASEAN.

Chart: SSF - Scutum Security First • Source: Bloomberg Economics, Fonds monétaire international (FMI) • Created with Datawrapper

Selon toute vraisemblance, **la Chine envahirait immédiatement l'archipel si Taïwan venait à déclarer son indépendance.** En outre, les dirigeants de la Chine continentale semblent convaincus que **les États-Unis interviendraient en cas d'invasion de l'île.** S'il reste pour l'heure très peu probable, ce scénario de guerre ouverte aurait des **conséquences dévastatrices**, notamment pour l'économie mondiale.

SSF Information & Analyse



Veille, Évaluation des risques et Prospective

Acteur reconnu de la **prévention et de la gestion des risques à l'international**, Scutum Security First (SSF) est la référence française du Travel Risk Management et de l'information sécuritaire (alertes, bulletins de veille, fiches pays, études personnalisées).



Alertes 24/7

Alertes sécurité/sûreté sur 203 pays et territoires, 24h/24 et 7j/7 en français et en anglais.



Fiches Pays

Analyse de la situation sécuritaire par zones et type de risques pour chaque pays du monde.



PMPR

Point mensuel des pays à risques : bilan sécuritaire et calendrier des événements du mois à venir.



Études personnalisées

Rapports et bulletins de veille sur une zone, un pays, une problématique sécuritaire.